

Pour la défense de l'emploi, contre la précarité et pour l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage,
Toutes et tous au
RASSEMBLEMENT SAMEDI 5 DECEMBRE 2020
à 14H00 devant le siège du Medef au Mans (Rue de la Galère)

Comme tous les ans, une journée de mobilisation se déroule au début du mois de décembre pour porter les questions d'emploi dans un contexte où le nombre de ceux qui en sont privés ne cesse d'augmenter du fait de la crise sanitaire et de ses impacts économiques. Les organisations appelant à cette journée d'action ne peuvent que dénoncer l'attitude du patronat qui utilise cette crise pour imposer des plans sociaux déjà prévus.

La situation dans le pays est catastrophique avec une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de 9% sur un an et 6 millions de chômeurs toutes catégories confondues. Des chiffres tout aussi alarmant en Sarthe avec près de 50 000 demandeurs d'emplois au global.

Les annonces de fermetures d'entreprises où les mises en redressement judiciaires à l'image d'Essilor, Mecachrome, SICA 2 M, EARTA pour ne prendre que ces exemples, illustrent les méfaits des orientations actuelles toutes tournées vers la rentabilité financière à court terme.

L'emploi intérimaire sert de variable d'ajustements au service du patronat

Les emplois précaires, dont font parties les intérimaires, sont les premières victimes des restructurations. En effet, lorsqu'une entreprise veut baisser sa masse salariale elle commence par se séparer des intérimaires et ce, sans que cela fasse la une de l'actualité !

Il est grand temps que cela cesse et c'est la raison pour laquelle nous appelons les salarié-e-s, les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi, celles et ceux qui sont dans la précarité à se mobiliser massivement samedi 5 décembre prochain pour dire c'à suffit et exiger l'embauche en CDI dans l'entreprise utilisatrice pour les salarié-e-s intérimaires qui le souhaitent !

Exigeons l'annulation de la réforme très régressive de l'assurance chômage !

Alors qu'il est annoncé entre 800 000 et un million de chômeur-e-s supplémentaires d'ici la fin de l'année, le gouvernement s'acharne à vouloir maintenir une réforme de l'assurance chômage qui remet en cause le mode de calcul des allocations. Le conseil d'Etat est récemment revenu sur une disposition qui prévoyait une modification du mode de calcul des allocations ce qui aurait engendré une baisse moyenne de 22% des allocations.

Il s'agit d'une première victoire à mettre au crédit de la mobilisation. Poursuivons l'avantage en exigeant l'abrogation de cette réforme !

Retrait du projet de loi « sécurité globale » !

A l'issue de cette initiative, l'intersyndicale appelle à rejoindre le rassemblement prévu à 15H00 place de la Préfecture pour exiger le retrait du projet de loi dit de « sécurité globale ».

